

## GRAND DEBAT NATIONAL DU 6 FEVRIER 2019 A PLAN (ISERE)

Réunion d'initiative locale organisée par les Maires de : Plan, La Forteresse, Brion, Saint-Geoirs, Saint-Michel-de-Saint-Geoirs, Saint-Paul d'Izeaux et animée par Monique LIMON Députée 7<sup>ème</sup> circonscription Isère.

### FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

- Dépenses publiques : pourquoi l'Etat n'est-il pas contraint de voter son budget à l'équilibre ? C'est un premier principe d'équité à l'égard des collectivités locales.
- Il faut réduire les dépenses de l'Etat, le train de vie des élus, les déplacements.
- Principe d'équité sur le régime des retraites des Elus par rapport à celui des salariés.
- Les privilèges des élus, durée d'indemnisation, avantages conservés après la fin de leur mandat. Le train de vie des élus est démesuré.
- Les préconisations pour changer de véhicule ne sont pas réalistes, pas abordables. Les gens n'ont pas les moyens d'acheter un véhicule électrique.
- Les retraites devraient être indexées sur l'inflation.
- Il faut contrôler les abus : les entreprises qui n'ont pas répondu aux objectifs de création d'emplois et d'investissements (modulation ISF).
- Transparence : comment est utilisé l'impôt.
- Taxer les dividendes et reverser aux salariés. Les salaires n'augmentent pas depuis 30 ans.
- Il faut que les députés organisent des réunions pour informer de l'utilisation de l'argent public de l'Etat.
- Réduction du nombre de députés et des sénateurs (avis divergents).
- Empilage des collectivités. Trop de strates avec des coûts supplémentaires.
- Taxe d'habitation, comment va-t-elle être compensée ?
- Pourquoi la taxe d'habitation et pas le foncier bâti (impôt injuste).
- La TVA sur produits de 1<sup>ère</sup> nécessité mais pourquoi pas sur l'électricité qui est à 20% alors que c'est un produit de première nécessité.
- Mettre plus d'argent sur la recherche médicale.
- Supprimer la prime d'activité et revaloriser les salaires car la prime d'activité d'entre pas dans le calcul de la retraite.
- CSG : revoir le système car il y a trop d'impact sur les salaires.
- Calculer le montant des allocations familiales en fonction des revenus du foyer. Ouvrir les droits dès le premier enfant car c'est à ce moment-là que la famille doit tout acheter.
- Suppression des commissions d'intervention des banques.
- Fraudes fiscales, optimisations fiscales : revoir cette loi qui permet de détourner les capitaux. Les entreprises du CAC/40 paient moins d'impôts que les PME. Les entreprises du CAC/40 devraient financer la transition écologique.
- Taxer les robots.
- Chaque entreprise devrait avoir droit à deux salariés non chargés.
- Favoriser l'alternance. Simplification des démarches administratives. Inciter en supprimant les charges du tuteur qui consacre du temps à la formation de l'apprenti(e).
- Opacité des dispositifs d'aides. Les droits évoluent, certains avaient droit au tarif bleu électricité et n'ont pas droit au chèque énergie.
- Plus de places en maisons de retraite. Manque de personnel. Coût trop élevé.
- Les dépenses publiques ne sont pas au bon endroit. Il faut plus de moyens dans les hôpitaux. Manque de personnel.
- L'augmentation des loyers définie suivant indice du coût de la construction. L'augmentation devrait être soumise à l'amélioration du logement (consommations énergétiques).
- Alternance : manque d'information avant la classe de 3<sup>ème</sup>. Il faudrait une préparation à l'orientation dès le collège.
- Nécessité d'une réforme de la fiscalité notamment de l'impôt qui serait l'impôt le plus juste. Actuellement il n'y a que 4 ou 5 tranches, il en faudrait 14/15 pour que l'impôt soit plus juste.

## **ORGANISATION ETAT ET SERVICES PUBLICS**

- Budget Education Nationale : important mais les moyens baissent considérablement. Où va l'argent ?
- Il y a un travail considérable pour accueillir les enfants handicapés dans de bonnes conditions. Les AESH ne sont pas formées et elles sont mal payées avec des contrats précaires.
- Nécessité que les enseignants soient consultés et formés à l'accueil de tous les enfants.
- Une reconnaissance du travail invisible des enseignants (préparation, organisation, tâches administratives).
- Budget EHPAD : trop restreint
- Transparence totale sur les dépenses publiques.
- Limiter la durée des retraites des présidents et ex présidents, députés et sénateurs pour que l'argent économisé aille aux citoyens.
- Retraités pauvres, il faut que les retraites basses soient augmentées au niveau du SMIC.
- Elire les députés au sein des élus communaux pour une prise en compte du terrain.
- Le millefeuille administratif nous perd. Il faut remettre l'argent au plus près des usagers. La fusion Département/Région où en est-on pour réduire le nombre de fonctionnaires et assimilés ?
- Vieillesse : il faut construire des résidences autonomie ou des appartements inclusifs (ex foyers logements). Loi Elan au moins 20% de logements accessibles pour jeunes et moins jeunes + logements évolutifs pour faire face à la perte d'autonomie.
- Développer le partenariat pour des logements étudiants/retraités ou jeunes travailleurs.
- Développer l'aide à la personne pour le numérique.
- Mettre en place une maison de service public ambulante pour rapprocher les services publics des personnes.
- Demande de transparence de ce qui se passe avec l'argent de nos impôts.

## **TRANSITION ECOLOGIQUE**

- Taxer l'importation.
- L'écologie doit être une pratique politique, il faut plus de protectionnisme.
- La vie quotidienne est touchée par le changement climatique. Sécheresse, manque d'eau et pluies diluviennes.
- Oui nous pouvons contribuer à protéger l'environnement en limitant nos déplacements, création de station d'épuration macrophytes, privilégier l'énergie solaire, développer l'économie locale.
- Oui nos actions contribuent à faire des économies. Les gestes du quotidien, débrancher les appareils électriques, ne pas les laisser en veille, lutter contre l'obsolescence programmée.
- Oui il existe des solutions alternatives écologiques. Il n'y a cependant pas de solution miracle car il y a toujours une incidence écologique.
- Oui nous connaissons les dispositifs.
- Non nous n'avons pas d'autres modes de déplacements. Nous sommes à la campagne c'est beaucoup plus compliqué car il n'y a pas ou peu d'alternatives à la voiture.
- Les taxes sur le diesel et sur l'essence incitent à réfléchir.
- Les recettes doivent financer la recherche pour des solutions alternatives.
- La transition écologique doit être financée par le budget général de l'Etat et par la fiscalité écologique.
- Ce sont les entreprises et les particuliers qui sont concernés par le financement de la transition écologique. Tout le monde est concerné.
- Pour protéger la biodiversité et le climat il faut construire une vraie Europe.
- La France doit participer à la construction d'une vraie Europe pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et à l'international.

- Autres points : plutôt que de chercher d'autres moyens de transport. Favoriser les moyens existants, mettre l'accent sur le transport ferroviaire. L'électrique n'est pas la solution, il faut concilier plusieurs énergies. Ne sommes-nous pas trop nombreux ?
- Agriculture : après la guerre on a développé le productivisme, aujourd'hui ce ne sont plus les mêmes enjeux, on veut consommer et on peut produire biologique.
- Le questionnaire sur l'écologie se limite aux actions individuelles et ne traite pas le problème de fonds. On est dans le libéralisme, tant que des multinationales ont une influence, on ne règlera pas le problème de l'écologie.
- Pour rappel la France ne représente que 1% de la population mondiale.
- On peut quand même initier un changement. On est informé, on est consommateur. En France on sait à peu près ce qu'on mange, le consommateur peut donc initier le changement. Le glyphosate, si personne n'en achetait, ils n'en vendraient plus.
- Internet : il y a-t-il une loi qui nous oblige à avoir internet et à acheter un ordinateur, une imprimante ? toutes les démarches sont dématérialisées et si on ne veut pas avoir internet ou si on n'a pas les moyens de prendre un abonnement internet, comment fait-on ? il y a-t-il une loi qui nous oblige à utiliser internet car l'administration nous oblige à passer par internet ?
- Il faut trouver des solutions contre les attaques des Hikers, les fake news qui sont de plus en plus fréquentes.

## **DEMOCRATIE ET CITOYENNETE**

- Prise en compte votes blancs.
- Une assemblée citoyenne à la place du sénat avec tirage au sort.
- Plus de débat avec les citoyens. Remettre le citoyen au cœur des débats. Le citoyen a des idées, partir du bas vers le haut et non plus l'inverse à tous les niveaux. Plus de transversalité et moins de verticalité. Instaurer un contre-pouvoir peut-être bien.
- La 5<sup>ème</sup> République n'est plus adaptée.
- Appliquer les lois existantes au lieu d'en rajouter.
- Le RIC sans que cela soit bloquant.
- Trop d'Elus au niveau du parlement et du sénat.
- Revoir et réfléchir à la finalité de l'Europe. Revoir les traités. Que l'Europe ne nous impose pas tout.
- Apprendre la démocratie aux jeunes, à l'école, dans les foyers.
- Rappeler les droits et les devoirs.
- Mettre une dose de proportionnalité dans les élections.
- Décaler les élections législatives par rapport aux élections présidentielles.
- Constitution : modifiée par des citoyens tirés au sort.
- On est plus intelligent en nombre, collectivement.
- Statut de l'Elu : que les Maires puissent s'investir davantage (éviter le cumul emploi/Elus), faciliter l'implication des Maires.
- Les médias en SCOP.
- Le pouvoir est trop concentré. L'exécutif détient trop de pouvoir.
- Plus de transparence de la part des élus qui doivent rendre compte de leur action : qui, quoi, comment, pourquoi ?
- Obligation de casier vierge pour les élus, ils ne sont pas au-dessus des lois.
- Questions diverses : Il y a peut-être des inconvénients au RIC mais on ne pourra faire pire que depuis les 40 dernières années. Cette réunion est intéressante mais les idées qui ne conviendront pas au gouvernement ne seront pas retenues, ils garderont le cap. Même s'il le voulait, le Président ne pourra pas satisfaire aux demandes car 80% des décisions sont prises par Bruxelles.
- Le RIC on en parle beaucoup mais il y a de gros inconvénients. A Plan si on avait fait un référendum il y a 30 ans, il n'y aurait pas de logements sociaux, il n'y en aurait aucun sur Plan. Il n'y aurait pas de salle des fêtes.

- Le RIC c'est bien pour exprimer des idées, pour des consultations sur des points précis, sinon il faut faire confiance aux Elus.